

- 1° Le 27 avril à Mayotte ;
- 2° Le 22 mai en Martinique ;
- 3° Le 27 mai en Guadeloupe et à Saint-Martin ;
- 4° Le 10 juin en Guyane ;
- 5° Le 9 octobre à Saint-Barthélemy ;
- 6° Le 20 décembre à La Réunion.

L. 3422-3

Ordonnance n°2017-1491 du 25 octobre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A Mayotte, les listes établies aux articles **L. 3133-1** et **L. 3422-2** ne portent atteinte ni aux stipulations des conventions ou accords collectifs de travail ni aux usages qui prévoiraient des jours fériés supplémentaires, notamment les fêtes de Miradji, Idi-el-Fitri, Idi-el-Kabir et Maoulid.

L. 3422-4

Ordonnance n°2017-1491 du 25 octobre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application à Mayotte des articles **L. 3141-13** et **L. 3141-23**, les mots : “ du 1er mai au 31 octobre ” sont remplacés par les mots : “ du 1er juillet au 31 décembre ”.

L. 3422-5

Ordonnance n°2017-1491 du 25 octobre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application à Mayotte de l'article **L. 3152-4** :

- a) Les prestations mentionnées au 1° sont celles des régimes mentionnés aux articles 23-7 et 23-8 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ;
- b) Le a du 2° n'est pas applicable ;
- c) Au b du 2°, le mot : “ Et, ” est supprimé.

Chapitre III : Salaire et avantages divers

Section 1 : Salaire minimum de croissance.

L. 3423-1

Ordonnance n°2017-1491 du 25 octobre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le salaire minimum applicable en métropole est relevé en application des articles **L. 3231-4** et **L. 3231-5**, le salaire minimum de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte, de La Réunion, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin est relevé à la même date et dans les mêmes proportions.

L. 3423-2

Ordonnance n°2017-1491 du 25 octobre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salaire minimum de croissance de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte, de La Réunion, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin est fixé chaque année compte tenu de la situation économique locale